

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

NATIONAL BANK OF KUWAIT FRANCE SA

Société anonyme
Au capital de 218.652.000 euros
Siège social : 90 avenue des Champs-Élysées 75008 Paris
840 233 266 RCS Paris

Comptes annuels approuvés au 31 décembre 2024 par l'Assemblée Générale ordinaire du 31 Mai 2025

I – Bilan au 31 décembre 2024
(en milliers d'euros)

Actif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023	Variation	
				en valeur	%
Caisses, banques centrales, C.C.P.	Note 1	352 529	182 738	169 791	92,92
Créances sur les établissements de crédit	Note 2	20 407	56 726	-36 319	-64,03
Opérations avec la clientèle	Note 3	1 182 881	824 168	358 713	43,52
Obligations et autres titres à revenu fixe	Note 4	51 705	49 654	2 051	4,13
Participations et autres titres détenus à long terme	Note 5	29	28	1	3,74
Immobilisations corporelles	Note 6	687	718	-30	-4,31
Immobilisations incorporelles	Note 6	454	617	-163	-26,4
Autres actifs	Note 7	411	384	27	7,15
Comptes de régularisation	Note 8	19 713	4 066	15 647	384,81
Total de l'actif		1 628 817	1 119 098	509 719	45,55

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023	Variation	
				en valeur	%
Dettes envers les établissements de crédit	Note 9	861 371	473 792	387 580	81,8
Opérations avec la clientèle	Note 10	480 697	382 335	98 361	25,73
Autres passifs	Note 11	2 278	4 048	-1 771	-43,73
Comptes de régularisation	Note 12	39 943	26 689	13 253	49,66
Provisions pour risques et charges	Note 13	534	429	105	24,49
Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG)		-	-	-	-
Capitaux propres hors FRBG	Note 14	243 994	231 804	12 190	5,26
Capital souscrit		218 652	218 652	-	-
Primes d'émission		9 429	9 429	-	0
Réserves		510	-	510	-
Report à nouveau		3 213	-6 483	9 696	-149,56
Résultat de l'exercice		12 190	10 206	1 984	19,44
Total du passif		1 628 817	1 119 098	509 718	45,55

Hors-bilan au 31 décembre 2024

Hors-bilan		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023	Variation	
				en valeur	%
Engagements donnés	Note 15				
Engagements de financement		243 980	129 577	114 403	47%
Engagements de garantie		339 952	274 389	65 564	19%
Engagements reçus	Note 15			-	
Engagements de financement		44 937	34 770	10 166	23%
Engagements de garantie		2 259 891	1 852 252	407 639	18%
Operations en devises	Note 16	820 862	358 174	462 688	56%
Engagements sur instruments financiers à terme	Note 16	320 379	310 430	9 949	3%

II- Compte de résultat 2024 du 31 décembre 2024

(en milliers d'euros)		2024	2023
Intérêts et produits assimilés	Note 17	84 619	52 400
Intérêts et charges assimilés	Note 18	58 994	31 508
Commissions (produits)	Note 19	5 312	3 852
Commissions (charges)	Note 19	135	124
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	Note 20	3 110	2 082
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement	Note 21	423	809
Autres produits d'exploitation bancaire	Note 22	-	78
Autres charges d'exploitation bancaire		-	104

Produit net bancaire		34 335	27 485
Charges générales d'exploitation	Note 23	17 813	14 697
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	Note 25	487	398
Résultat brut d'exploitation		16 035	12 390
Coût du risque	Note 26	-89	-700
Résultat d'exploitation		16 124	13 090
Résultat courant avant impôt		16 124	13 090
Impôt sur les bénéfices		3 933	2 884
Résultat net		12 190	10 206

III- Annexes

1. Généralités

National Bank of Kuwait France S.A. est une filiale bancaire appartenant au groupe National Bank of Kuwait SAKP, dont la maison mère est au Koweït. Sous la supervision de l'ACPR, National Bank of Kuwait France S.A est agréée pour réaliser en France et dans les principaux pays européens en libre prestation de services :

- Toute opération de banque, telles que définies à l'article L311-1 du Code Monétaire et Financier et notamment des opérations de financement ;
- Des opérations connexes aux opérations bancaires, telles que définies à l'article L311-2 du Code Monétaire et Financier ou tout texte subséquent.

2. Faits caractéristiques et événements significatifs

En 2024, la croissance mondiale s'est maintenue à un rythme modéré de 3,1 % selon le FMI, reflétant une résilience face aux tensions géopolitiques et aux politiques monétaires restrictives. Les économies émergentes d'Asie ont bénéficié d'une forte demande en technologies liées à l'intelligence artificielle, tandis que les économies avancées ont connu une reprise plus lente.

L'inflation mondiale a poursuivi sa décrue, atteignant 5,8 % en 2024, grâce à la normalisation des chaînes d'approvisionnement et à la baisse des prix de l'énergie.

La croissance économique de la zone euro est restée faible, autour de 0,5 %, confirmant une sortie progressive de la stagnation connue en 2023. L'activité a été soutenue par une légère reprise de la consommation intérieure et une baisse de l'inflation, bien que la demande externe soit restée atone, notamment en raison du ralentissement économique de l'Allemagne et des tensions commerciales mondiales.

L'économie française a connu une croissance de 1,1 % en 2024, principalement tirée par la demande extérieure et les dépenses publiques. L'inflation a nettement ralenti, atteignant 2,4 % en moyenne sur l'année, grâce à la baisse des prix de l'énergie et de l'alimentation.

Le marché du travail a montré des signes de ralentissement, avec un taux de chômage atteignant 7,4 % en 2024. Les tensions sur le marché de l'emploi se sont atténuées, bien que certains secteurs, comme la construction et l'hôtellerie, continuent de faire face à des pénuries de main-d'œuvre.

Le déficit public s'est creusé à 6,2 % du PIB en 2024, en raison de dépenses exceptionnelles et d'une croissance économique modérée. La dette publique de la France a augmenté à 112,7 % du PIB, soulignant la nécessité de mesures de consolidation budgétaire dans les années à venir.

Dans ce contexte, NBK France SA a poursuivi le développement de son activité de crédit, en augmentation par rapport à l'année précédente, ainsi que son activité de trade finance.

Dans le même temps, NBK France SA a continué de renforcer ses équipes de Front Office afin de soutenir son action commerciale dans le cadre de son plan stratégique et a adapté en conséquence ses équipes de support et contrôles internes.

3. Faits postérieurs à la clôture

Il n'y a pas eu d'événements significatifs intervenus depuis la clôture de l'exercice 2024.

4. Informations sur les changements comptables et ajustements

Il n'y a pas eu de changement de méthodes comptables sur l'exercice.

5. Principes comptables et méthodes d'évaluation

5.1. Référentiel comptable

Les comptes annuels de NBK France S.A. sont établis et présentés conformément aux principes comptables généralement admis en France, selon les dispositions du Plan comptable général, sous réserve des règles spécifiques prescrites par le règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, incluant ceux des établissements de crédit.

5.2. Opérations avec les établissements de crédit et la clientèle

Les méthodes utilisées pour la surveillance, l'évaluation et le contrôle des risques et les méthodes de comptabilité utilisées sont conformes à celles prévues par l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des établissements de crédit.

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature des concours :

- Créances à vue (comptes ordinaires) et créances à terme pour les établissements de crédit
- Créances commerciales et autres concours pour la clientèle
- Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

5.2.1. Créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires sur les établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre.

Les créances sur la clientèle sont ventilées en créances commerciales et autres concours à la clientèle. Les créances et les crédits sur la clientèle sont comptabilisés selon les modalités édictées par le Règlement ANC n° 2014-07 modifié relatif au traitement comptable des risques de crédits dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière.

Les encours sont ventilés en encours sains, encours douteux et encours compromis.

5.2.2. Créances douteuses

Le règlement ANC n° 2014-07 relatif au traitement du risque de crédit est applicable.

Les encours de risque, même assortis de garanties, sont classés en encours douteux dès qu'ils sont porteurs d'un risque de crédit avéré en raison d'une perte probable suite à :

- un ou plusieurs impayés depuis trois mois
- un risque de non-recouvrement dû à une situation financière dégradée
- l'existence de procédures contentieuses de toutes sortes.

Le classement en encours douteux pour une contrepartie donnée entraîne le reclassement identique de la totalité de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie. Lorsque la contrepartie appartient à un groupe, les conséquences de cette défaillance sont examinées au niveau du groupe, et la nécessité de classer en encours douteux l'ensemble des encours relatifs aux entités juridiques formant ce groupe est appréciée.

Lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine, l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Les encours douteux compromis sont des encours pour lesquels les conditions de solvabilité de la contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible. L'identification intervient à la échéance du terme. Dans le cas de créances à durée indéterminée, l'exigibilité intervient à la clôture des relations notifiées à la contrepartie selon les procédures prévues par le contrat. L'identification en encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification des créances concernées en encours douteux, sauf dans le cas où, notamment, ces créances sont couvertes par des garanties jugées suffisantes ou ont donné lieu à des remboursements qui permettent d'estimer que ces créances ne sont pas compromises.

Les intérêts sur créances douteuses sont comptabilisés conformément aux termes du contrat, et sont provisionnés dans le cas où ils ne sont pas encaissés.

Des dépréciations sont constituées permettant de couvrir l'ensemble des pertes provisionnelles sur encours douteux ou douteux compromis. Le provisionnement s'effectue individuellement pour chaque contrepartie de risque concerné, en tenant compte, le cas échéant des garanties reçues.

Les dépréciations pour créances douteuses sont déduites des postes d'actif concernés. Lorsque le caractère irrécouvrable des créances est confirmé, les encours concernés sont sortis des actifs par la contrepartie d'un compte de perte.

5.2.3. Dettes envers les établissements de crédit et des comptes créditeurs de la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue (comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit
- autres dettes à vue (comptes ordinaires créditeurs) et autres dettes à terme (comptes créditeurs à terme) pour la clientèle.

Les dettes envers les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des dettes détenues au titre d'opérations bancaires envers les établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre.

Les dettes envers la clientèle sont ventilées en dépôts à vue et dépôts à terme et sont comptabilisées selon les modalités édictées par le règlement ANC n° 2014-07 modifié relatif au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière.

5.2.4. Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées selon l'approche par composant (CRC 2004-10). Elles figurent à l'actif du bilan, à leur coût historique diminué des amortissements ou dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations et principalement selon la méthode linéaire.

Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

- Agencements et installations / Mobilier de bureau : 5 à 10 ans
- Matériel, outillage, véhicules : 5 ans
- Matériel informatique : 3 à 5 ans
- Logiciels : 3 à 5 ans

5.2.5. Provisions

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges non directement liés à des opérations bancaires ou connexes, au sens de l'article L311-1 ou L311-2 du Code monétaire et financier, nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise.

Il recouvre en outre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges liés à des opérations bancaires que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine.

5.2.6. Provisions pour retraite

Les pensions et retraites du personnel sont prises en charge par des organismes interprofessionnels fonctionnant par répartition auxquels sont versées des cotisations. Celles-ci sont prises en charge dans l'exercice de leur appel.

Les engagements à long terme vis-à-vis du personnel sont constitués des indemnités de retraite, calculées selon la méthode prospective. Cette méthode tient compte d'hypothèses démographiques, des prévisions de départ anticipé, d'augmentation de salaires et de taux d'actualisation et d'inflation.

5.2.7. Opérations en devises

Les postes de bilan et hors-bilan libellés en devises étrangères sont valorisés en euros au cours de clôture correspondant à la date d'arrêté.

A chaque arrêté, les positions de change au comptant et les opérations de change à terme sont réévaluées au cours de change en vigueur.

Les gains et pertes de change réalisés sur les opérations de change en devises ainsi que ceux provenant de la réévaluation des avoirs en devises sont enregistrés dès leur constatation en compte de résultat sous la rubrique « Gains ou pertes sur opérations de portefeuille de négociation (résultat de change) ».

5.2.8. Principe de comptabilisation des commissions

L'enregistrement des commissions diffère selon qu'il s'agit d'éléments liés ou non à l'octroi ou l'acquisition d'un concours.

Conformément au règlement ANC n° 2014-07 article 2131-1, les commissions reçues et les coûts marginaux de transactions versés lors de l'octroi d'un crédit sont étalés linéairement sur la durée de vie effective du crédit.

Les autres commissions sont enregistrées en résultat dès l'origine.

5.2.9. Engagements de hors-bilan

Les engagements de financement donnés en faveur des établissements de crédit comprennent pour leur valeur nominale d'origine, les acceptations à payer sous forme de lettres de crédit.

Les engagements de garantie en faveur de la clientèle comprennent pour leur valeur nominale d'origine les confirmations de crédit documentaire sous forme de lettre de garantie.

Les engagements de garantie reçus d'établissements de crédit comprennent pour leur valeur nominale les garanties et cautions bancaires pour garantir un prêt accordé à la clientèle.

Les engagements de garantie reçus de la clientèle comprennent les cautions personnelles pour leur valeur nominale et les hypothèques pour leur valeur de marché telle que ressortant de la dernière évaluation connue.

5.2.10. Autres informations

Les comptes de NBK France sont consolidés dans les comptes annuels du groupe NBK

6. Notes sur les postes du bilan**Note 1 – Caisses, Banques Centrales, C.C.P.**

Caisses, banques centrales, C.C.P.	Au 31/12/2024 '000€	Au 31/12/2023 '000€
Caisses	110	92
Euros	110	92
Devises	-	-
Guichet	212	256
Banque de France	352 178	182 330
Créances rattachées	29	60
Total	352 529	182 738

Note 2 – Créances sur les établissements de crédit

Créances sur les établissements de crédit	Au 31/12/2024 '000€	Au 31/12/2023 '000€
A vue		
Comptes ordinaires débiteurs	17 528	37 839
Euros	3 531	34 435
Devises	13 997	3 404
A terme		
Comptes et prêts à terme	2 880	17 609
Euros	2 880	8 560
Devises	-	9 049
Créances rattachées	-	1 277
Total	20 407	56 726

Ventilation selon la durée résiduelle	<=1 mois	1-3 mois	3 - 6 mois	6 - 12 mois	1 - 5 ans	> 5 ans	Total
Comptes et prêts à terme	2 880	-	-	-	-	-	2 880

Note 3 – Opérations avec la clientèle (actif)

Opérations avec la clientèle (actif)	Au 31/12/2024 '000€	Au 31/12/2023 '000€
Créances commerciales	-	-
Autres concours à la clientèle	1 172 952	815 342
Comptes ordinaires débiteurs	-	-
Créances douteuses	1 043	2 118

Créances rattachées saines	8 977	6 800
Créances rattachées douteuses	3	134
Dotation aux dépréciations pour créances douteuses	-93	-226
Total	1 182 881	824 168

Dotations aux dépréciations pour créances douteuses	<i>Au 31/12/2024 '000€</i>	<i>Au 31/12/2023 '000€</i>
Ouverture	-226	-926
Dotations	-1	-151
Reprises	133	851
Clôture	-93	-226

Ventilation selon la durée résiduelle au 31/12/2023	<i><=3 mois</i>	<i>3 - 6 mois</i>	<i>6 - 12 mois</i>	<i>1 - 5 ans</i>	<i>> 5 ans</i>	<i>Total</i>
Créances commerciales	-	-	-	-	-	-
Autres concours à la clientèle	578	133	58 478	860 879	252 883	1 172 952
Comptes ordinaires débiteurs	-	-	-	-	-	-
Créances douteuses	246	704	-	0	-	949
Total	824	837	58 478	860 879	252 883	1 173 901

Ventilation selon la durée résiduelle au 31/12/2023	<i><=3 mois</i>	<i>3 - 6 mois</i>	<i>6 - 12 mois</i>	<i>1 - 5 ans</i>	<i>> 5 ans</i>	<i>Total</i>
Créances commerciales	-	-	-	-	-	-
Autres concours à la clientèle	27 548	36	36 341	541 597	209 820	815 342
Comptes ordinaires débiteurs	-	-	-	-	-	-
Créances douteuses	996	-	-	896	-	1 892
Total	28 544	36	36 341	542 493	209 820	817 234

Ventilation selon le secteur géographique	<i>Au 31/12/2024 '000€</i>	<i>Au 31/12/2023 '000€</i>
France	622 663	554 497
Autres pays de l'UE	487 743	201 786
Pays hors UE	63 495	60 951
Total	1 173 901	817 234

Ventilation par type de contrepartie	<i>Au 31/12/2024 '000€</i>	<i>Au 31/12/2023 '000€</i>
Entreprises du secteur public	-	-
Particuliers (personnes physiques)	10 580	14 876
Entreprises individuelles (SCI)	360 649	265 936
Autres entreprises	802 672	536 422
Total	1 173 901	817 234

Note 4 – Obligations et autres titres à revenu fixe

	<i>Au 31/12/2024 ('000€)</i>			
Obligations et autres titres à revenu fixe - ventilation par porte-feuille	Valeur d'acquisition	Valeur de marché	Plus-values latentes	Moins-values latentes
Titres de transaction	-	-	-	-
Titres de placement	-	-	-	-
Obligations	54 231	51 847	-	2 985
Créances rattachées	459	-	-	-
Titres d'investissement	-	-	-	-
Total	54 690	51 847	-	2 985

	<i>Au 31/12/2023 ('000€)</i>			
Obligations et autres titres à revenu fixe - ventilation par porte-feuille	Valeur d'acquisition	Valeur de marché	Plus-values latentes	Moins-values latentes
Titres de transaction	-	-	-	-
Titres de placement	-	-	-	-
Obligations	52 195	49 708	-	2 983
Créances rattachées	442	-	-	-
Titres d'investissement	-	-	-	-
Total	52 637	49 708	-	2 983

Obligations et autres titres à revenu fixe - Ventilation par émetteur	Au 31/12/2024 ('000€)			
	Organismes publics		Autres émetteurs	
	Non subordonné	Subordonné	Non subordonné	Subordonné
Entreprises liées	-	-	-	-
Entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	-	-	-	-
Autres entreprises	54 231	-	-	-
Créances rattachées	459	-	-	-
Dépréciation	-	-	-	-
Total	54 690	-	-	-

Obligations et autres titres à revenu fixe - Ventilation par émetteur	Au 31/12/2023 ('000€)			
	Organismes publics		Autres émetteurs	
	Non subordonné	Subordonné	Non subordonné	Subordonné
Entreprises liées	-	-	-	-
Entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	-	-	-	-
Autres entreprises	52 195	-	-	-
Créances rattachées	442	-	-	-
Dépréciation	-	-	-	-
Total	52 637	-	-	-

Note 5 – Participations et autres titres détenus à long terme

Les titres d'un montant de 29 420€ sont relatifs aux certificats d'association souscrits depuis 2019 dans le cadre de la contribution réglementaire de NBK France au Fonds de Garantie des Dépôts telle que définie par l'article L312-7 du Code monétaire et financier. Ces titres n'ont pas donné lieu à rémunération au titre de l'exercice 2024.

Note 6 – Immobilisations

Immobilisations corporelles ('000€)	Au 31/12/2023	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	Mises en production	Au 31/12/2024
Valeurs brutes						
Equipement de bureau	26	-	-	-	-	26
Mobilier de bureau	283	2	-	-	-	285
Matériel informatique	313	62	-	-	-	375
Agencements	801	80	-	-	-	881
Immobilisations en cours	-	-	-	-	-	-
Total	1 423	144	-	-	-	1 566

Amortissements / dépréciations						
Equipement de bureau	13	5	-	-	-	18
Mobilier de bureau	124	31	-	-	-	155
Matériel informatique	207	57	-	-	-	263
Agencements	361	82	-	-	-	443
Total	705	175	-	-	-	879
Valeurs nettes comptables	718	-31	-	-	-	687

Immobilisations incorporelles ('000€)	Au 31/12/2023	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises		Autres variations	Au 31/12/2024
Valeurs brutes						
Logiciels	1 223	150	-		-	1 373
Total	1 223	150	-		-	1 373
Amortissements / dépréciations						
Logiciels	606	313	-		-	919
Total	606	313	-		-	919
Valeurs nettes comptables	617	-163	-		-	454

Note 7 – Autres actifs

Autres actifs	Au 31/12/2024 ('000€)	Au 31/12/2023 ('000€)
TVA à recevoir	18	35
Dépôt de garantie loyer	243	201
Fonds de garantie des dépôts	18	25
Commissions à recevoir	132	119
Cash à recevoir	-	4
Total	411	384

Note 8 – Comptes de régularisation (actif)

Comptes de régularisation actif	Au 31/12/2024 (‘000€)	Au 31/12/2023 (‘000€)
Soultés sur opérations de hors-bilan	2 481	1 032
Comptes d'ajustement sur devises	15 527	-
Comptes d'ajustement sur autres éléments de hors-bilan	0	1 852
Produits à recevoir sur swap	1 320	860
Virements SEPA en attente	53	34
Charges constatées d'avance	313	270
Fournisseurs - acomptes versés	11	0
Comptes de suspens	9	18
Total	19 713	4 066

Note 9 – Dettes envers les établissements de crédit

Dettes envers les établissements de crédit	Au 31/12/2024 '000€	Au 31/12/2023 '000€
A vue		
Comptes ordinaires créditeurs	231	295
dont Banque centrale du Koweït	221	284
dont Groupe	10	11
A terme		
Comptes et prêts à terme	854 269	466 469
dont Groupe	640 713	381 699
dont autres	213 556	84 769
Autres sommes dues	2 853	3 443
Dettes rattachées	4 018	3 585
Total	861 371	473 792

Ventilation selon la durée résiduelle au 31/12/2024 (‘000€)	<=3 mois	3 - 6 mois	6 - 12 mois	1 - 5 ans	> 5 ans	Total
Comptes et emprunts à terme	163 556	-	-	690 713	-	854 269

Note 10 – Opérations avec la clientèle (passif)

Opérations avec la clientèle (passif)	Au 31/12/2024 '000€	Au 31/12/2023 '000€
Autres dettes à vue		
Comptes ordinaires créditeurs	66 860	54 701
Autres dettes à terme		
Comptes créditeurs à terme	404 936	317 109
Dépôts de garantie (gage espèces)	5 676	9 173
Dettes rattachées	3 224	1 353
Total	480 697	382 335

Ventilation selon la durée résiduelle au 31/12/2023 (‘000€)	<=3 mois	3 - 6 mois	6 - 12 mois	1 - 5 ans	> 5 ans	Total
Comptes créditeurs à terme	350 697	51 249	2 990	-	-	404 936
Dépôts de garantie (gage espèces)	5 676	-	-	-	-	5 676
Total	356 373	51 249	2 290	-	-	410 612

Ventilation selon la durée résiduelle au 31/12/2024 (‘000€)	<=3 mois	3 - 6 mois	6 - 12 mois	1 - 5 ans	> 5 ans	Total
Comptes créditeurs à terme	258 036	6 329	22 743	30 000	-	317 109
Dépôts de garantie (gage espèces)	9 173	-	-	-	-	9 173
Total	257 209	6 329	22 743	30 000	-	326 282

Note 11 – Autres passifs

Autres passifs	Au 31/12/2024 '000€	Au 31/12/2023 '000€
Provision pour congés payés	819	791
Provision pour CVAE, CFE	114	97
Impôt sur les sociétés	1 301	3 135
TVA à payer	45	25

Total	2 278	4 048
--------------	--------------	--------------

Note 12 – Comptes de régularisation (passif)

Compte de régularisation passif	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Soulttes sur opérations de hors-bilan	391	406
Comptes d'ajustement sur devises	0	8 321
Comptes d'ajustement sur autres éléments de hors-bilan	27 771	7 496
Charges à payer sur swaps	103	294
Charges à payer fournisseurs	2 490	1 549
Charges à payer sur le personnel	2 113	1 659
Produits constatés d'avance sur commissions	6 954	6 930
Comptes de suspens	92	6
Comptes inactifs	29	28
Total	39 943	26 689

Note 13 – Provisions

Provisions (‘000€)	Au 31/12/2023	Dotations/ Reprises	Autres variations	Ajustements sur cours de change	Au 31/12/2024
Provisions pour charges	87	20	-	-	107
Provisions pour risques	342	85	-	-	427
Total	429	105	-	-	534

Les provisions pour charges sont constituées notamment des engagements de fin de carrière. Ces engagements sont évalués avec les hypothèses suivantes : taux d'actualisation de 3,30%, table de mortalité INSEE TD/TV 2018-2020, un taux de turnover moyen de 8%, un taux de revalorisation des salaires de 3%, un taux d'inflation de 2%.

Note 14 – Capitaux propres

Capitaux propres	Au 31/12/2023 (‘000€)	Affectation du résultat 2023	Augmentations	Au 31/12/2024 (‘000€)
Capital	218 652	-	-	218 652
Primes d'émission, réserves	9 429	510	-	9 939
Ecart de réévaluation	-	-	-	-
Report à nouveau déficitaire	-6 483	9 696	-	3 213
Résultat de l'exercice	10 206	-10 206	12 190	12 190
Total	231 804	0	12 190	243 994

Il est proposé d'affecter le résultat de l'exercice en réserve légale pour 610 K€ et en report à nouveau pour 11 580 K€.

Notes sur les postes du hors-bilan**Note 15 – Engagements donnés et reçus**

Engagements donnés	Au 31/12/2024 (‘000€)	Au 31/12/2023 (‘000€)
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissements de crédit	-	-
Engagements en faveur de la clientèle	243 980	129 577
Total	243 980	129 577
Engagements de garantie		
Engagements en faveur d'établissements de crédit (Groupe)	0	0
Engagements en faveur d'établissements de crédit (hors Groupe)	13 267	20 063
Engagements en faveur de la clientèle	326 686	254 326
Total	339 952	274 389

Les engagements de garantie en faveur d'établissements de crédit comprennent notamment les opérations de crédit documentaire.

(*) Les engagements en faveur de la clientèle ont été reventilés afin de corriger la ventilation Groupe/ hors Groupe".

Engagements reçus	Au 31/12/2024 (‘000€)	Au 31/12/2023 (‘000€)
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissements de crédit (Groupe)	44 937	34 770
Total	44 937	34 770
Engagements de garantie		

Engagements reçus de la clientèle	2 259 891	1 852 252
Total	2 259 891	1 852 252

Les engagements reçus d'établissements de crédit comprennent les engagements de garantie données par NBK Bahrain à NBK Paris dans le cadre de ses activités de Trade Finance.

Note 16 – Engagements sur instruments financiers à terme

Opérations sur instruments de taux et de devises	Au 31/12/2024 (‘000€)	Au 31/12/2023 (‘000€)
Swaps de taux d'intérêts	110 541	112 317
Swaps de devises	209 838	198 113
Total	320 379	310 430

L'augmentation des opérations en devises est relative principalement à la couverture de change des emprunts interbancaires conclus en devises afin de couvrir les besoins de financement de l'activité.

NBK France dispose de swaps de devises et de swaps de taux afin de couvrir NBK France respectivement contre le risque de change dans le cadre des emprunts intra-groupe en USD et contre le risque de taux d'intérêt sur des opérations de prêts à taux fixe.

Opérations de change (‘000€)	Au 31/12/2024		Au 31/12/2023	
	A recevoir	A livrer	A recevoir	A livrer
Opération de change au comptant	48 031	48 105	115	115
Devises	0	48 105	115	0
Euros	48 031	0	0	115
Opération de change à terme	368 362	356 364	178 049	179 895
Devises	368 362	0	178 049	0
Euros	0	356 364	0	179 895
Total	416 393	404 469	178 164	180 010

À chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique "Gains sur opérations des portefeuilles de négociation et actifs immobilisés", voir Note 20 des états financiers.

NBK France a mis en place des opérations de change à terme visant à échanger des flux financiers en euro contre du dollar pour 368m€.

7. Notes sur les postes du compte de résultat

Note 17 – Intérêts et produits assimilés

Intérêts et produits assimilés	Au 31/12/2024 '000€	Au 31/12/2023 '000€
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la Banque de France	-	67
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	29 298	19 022
dont opérations intragroupe	13 751	9 808
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	53 555	31 392
dont intérêts sur créances douteuses	131	856
Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe	1 766	1 920
Total	84 619	52 400

Les intérêts reçus ont principalement augmenté du fait du développement de l'activité.

Note 18 – Intérêts et charges assimilés

Intérêts et charges assimilés	Au 31/12/2024 '000€	Au 31/12/2023 '000€
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la Banque de France	-	-
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	43 008	21 875
dont opérations intragroupe	26 064	12 585
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	14 614	8 526
Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe	1 372	1 108
Total	58 994	31 508

L'augmentation des charges d'intérêts est liée principalement à l'augmentation des emprunts interbancaires ainsi que des dépôts rémunérés de la clientèle.

Note 19 – Commissions (charges et produits)

Commissions (charges et produits)	Au 31/12/2024 '000€	Au 31/12/2023 '000€
-----------------------------------	------------------------	------------------------

Commissions reçues (produits)		
Commissions reçues de la clientèle sur opérations de bilan	3 909	2 086
Commissions reçues des établissements de crédit sur opérations de hors-bilan	63	346
Commissions reçues de la clientèle sur opérations de hors-bilan	1 339	1 420
Total	5 312	3 852
Commissions versées (charges)		
Commissions versées aux établissements de crédit	135	124
Autres commissions	-	-
Total	135	124

Les commissions reçues sur opérations de bilan sont principalement relatives aux commissions d'arrangement dans le cadre de l'activité de prêt à la clientèle.
Les commissions sur hors-bilan sont relatives aux opérations de lettres de crédit et lettres de garanties émises.

Note 20 – Gains sur opérations des portefeuilles de négociation et actifs immobilisés

Gains sur opérations des portefeuilles de négociation et sur actifs immobilisés	Au 31/12/2024 '000€	Au 31/12/2023 '000€
Gains sur opérations des portefeuilles de négociation	3 110	2 082
Solde sur opérations de change	3 110	2 082
Total	3 110	2 082

Note 21 – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

Gains sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	Au 31/12/2024 '000€	Au 31/12/2023 '000€
Dotation dépréciation sur titres de placement	-	-
Reprise dépréciation sur titres de placement	-1	1 571
Plus ou moins-values latentes sur instruments de couverture des titres de placement	425	-2 280
Gains sur cession d'instruments de couverture sur titres de placement	-	1 518
Total	423	809

Note 22 – Autres produits d'exploitation bancaire

Autres produits d'exploitation	Au 31/12/2024 '000€	Au 31/12/2023 '000€
Charges refacturées	0	78
Divers	-	-
Total	0	78

Autres charges d'exploitation	Au 31/12/2024 '000€	Au 31/12/2023 '000€
Divers	-	104
Total	-	104

Note 23 – Charges générales d'exploitation

Charges générales d'exploitation	Au 31/12/2024 '000€	Au 31/12/2023 '000€
Charges de personnel		
Salaires et traitements	7 394	6 291
Charges sociales	3 694	3 079
Impôts et taxes	563	522
Total	11 651	9 892
Charges générales d'exploitation		
Honoraires	1 589	1 205
Impôts et taxes	229	186
Loyer et frais annexes	817	721
Quote-part des frais du siège social	843	579
Autres services extérieurs	2 683	2 114
Total	6 161	4 805
Total	17 813	14 697

Note 24 – Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires des commissaires aux comptes (en '000€)	Deloitte	EY
Commissariat aux comptes, certification légale des comptes statutaires	106	106
Services autres que la certification des comptes	-	-
Total	106	106

Note 25 – Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations

Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations	Au 31/12/2024 '000€	Au 31/12/2023 '000€
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	184	189
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	303	209
Total	487	398

Note 26 – Coût du risque

Coût du risque	Au 31/12/2024 '000€	Au 31/12/2023 '000€
Dotation aux provisions pour créances douteuses	1	151
Reprise de provision sur créances douteuses	-133	-851
Pertes	44	-
Total	-89	-700

Note 27 – Effectifs

Effectif	Au 31/12/2024 '000€	Au 31/12/2023 '000€
Cadres	72	59
Non-cadres	-	-
Total	72	59

IV- Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels 2024

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale de la société National Bank of Kuwait France S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l’audit des comptes annuels de la société National Bank of Kuwait France S.A. relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d’audit.

Fondement de l’opinion

Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L. 821 -53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des dépréciations pour risque de crédit avéré sur les encours de prêts à la clientèle (Note 3)

Risque identifié	Notre réponse
------------------	---------------

<p>Votre société est exposée à des risques de crédit qui sont inhérents à ses activités et qui sont portés par les prêts à la clientèle.</p> <p>Comme indiqué en 5. Principes comptables et méthodes d'évaluation de l'annexe aux comptes annuels, votre société classe les prêts à la clientèle en encours douteux dès lors qu'ils sont porteurs d'un risque de crédit avéré en raison d'une perte probable à la suite de :</p> <ul style="list-style-type: none">• un ou plusieurs impayés de plus de trois mois ;• un risque de non-recouvrement dû à une situation financière dégradée ;• l'existence de procédures contentieuses de toutes sortes. <p>Des dépréciations sont constituées permettant de couvrir l'ensemble des pertes provisionnelles surencours douteux. Le provisionnement s'effectue individuellement pour chaque contrepartie de risque concernée, en tenant compte, le cas échéant, des garanties reçues.</p> <p>Au 31 décembre 2024, l'encours brut des opérations avec la clientèle s'élève à 1 182 974 K€ dont 1 043 K€ de créances douteuses et les dépréciations associées s'élèvent à 93 K€, telles que présentées dans la note 3 de l'annexe aux comptes annuels.</p> <p>L'évaluation des dépréciations requiert l'exercice du jugement pour l'identification des expositions présentant un risque de non-recouvrement, ou pour la détermination des flux futurs recouvrables et des délais de recouvrement. Nous avons considéré que l'évaluation de ces dépréciations constituait un point clé de l'audit en raison de l'importance des encours de prêts dans le bilan et de la complexité de l'estimation des flux futurs recouvrables.</p>	<p>Nos travaux ont principalement consisté à examiner et mener des tests substantifs concernant :</p> <ul style="list-style-type: none">• le classement des encours entre encours sains et encours douteux ; les comptes rendus des décisions de la gouvernance concernant le suivi des créances présentant un risque de non-recouvrement et la comptabilisation des dépréciations associées ;• le niveau de provisionnement des dossiers classés en encours douteux eu égard au risque de non recouvrement et à la valorisation des garanties reçues. <p>Enfin, nous avons examiné les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes annuels.</p>
--	--

Vérification spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations de banques et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles ne rentrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société National Bank of Kuwait France S.A. par votre assemblée générale du 19 octobre 2019 pour le cabinet DELOITTE & ASSOCIES et par vos statuts du 20 mai 2018 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2024, le cabinet DELOITTE & ASSOCIES était dans la sixième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la septième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, le 15 mai 2025

Les commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

Marjorie Blanc Loume

ERNST & YOUNG et Autres

Claire Rochas

V – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.